

**FR**

|  |  |
| --- | --- |
| PÉRIODE  2020  2023 | **RAPPORT DE FIN DE MANDAT**  Section  «Union économique et monétaire et cohésion économique et sociale»  DIRECTION C —  TRAVAUX LÉGISLATIFS  PRÉSIDENT: Stefano PALMIERI |

|  |
| --- |
| Introduction*Au début du mandat actuel, en octobre 2020, l’Europe était confrontée au plus grand défi qu’elle ait jamais connu, à savoir la pandémie de COVID-19, qui a déclenché la récession la plus sévère depuis la Seconde Guerre mondiale. Aujourd’hui, en avril 2023, ce mandat touche à sa fin au cours d’une période tourmentée du fait de la guerre d’agression de la Russie contre l’Ukraine, laquelle a déjà fait de nombreuses victimes, entraîné le déplacement de millions de personnes et causé des difficultés économiques non seulement en Ukraine, mais aussi dans le reste de l’Europe. Par conséquent, les travaux menés dans l’ensemble des domaines stratégiques relevant de la compétence de la section ECO, c’est-à-dire l’Union économique et monétaire, le Semestre européen, les marchés financiers, le budget de l’UE, la fiscalité et la politique de cohésion, se trouvaient au cœur des politiques européennes élaborées au cours de ce mandat, d’abord pour lutter contre les répercussions économiques de la pandémie, puis pour affronter, pendant la dernière année, les conséquences économiques de la guerre.* *Au début du mandat, les travaux de la section ECO ont fait partie intégrante du processus de création du programme NextGenerationEU, le plan de relance ambitieux de l’Union. Tout au long de l’année 2021, elle a progressivement porté son attention sur la mise en œuvre efficace et efficiente de ce plan de relance de l’Union et sur la création des conditions nécessaires pour que l’Europe sorte de cette crise plus résiliente, plus intégrée et plus durable qu’auparavant. Toutefois, début 2022, la guerre injustifiée et non provoquée de la Russie contre l’Ukraine a mis en péril les premiers signes de reprise.*  *Alors que l’économie européenne a enregistré depuis lors des niveaux records d’inflation associés à de faibles perspectives de croissance et à une crise énergétique, la section ECO a apporté, grâce à ses avis, une précieuse contribution à l’élaboration des politiques européennes visant à atténuer les effets négatifs de la guerre et à remettre l’Union européenne sur la voie de la reprise.*  *Il est essentiel de noter que, même pendant ces deux années et demie marquées par de nombreux défis interconnectés, notre section a toujours plaidé en faveur de politiques qui garantissent que l’Europe ne perde pas de vue son objectif à moyen, voire à long terme, à savoir la nécessité de favoriser une économie européenne prospère, inclusive et durable sur les plans social et environnemental.* Stefano PALMIERIPrésident de la section ECO |

Table des matières

Introduction2

L’Union économique et monétaire4

Le Semestre européen5

Les marchés financiers européens5

Le budget de l’Union européenne et le plan de relance6

La politique de cohésion6

La fiscalité7

L’écho interinstitutionnel8

Les réalisations en matière de communication9

Les perspectives et l’avenir10

Annexe — Statistiques clés12

# L’Union économique et monétaire

# *Pour soutenir la reprise de l’économie européenne après la pandémie de COVID-19 et aider l’Union européenne à affronter les répercussions économiques et sociales de la guerre en Ukraine, le CESE a régulièrement mis à jour ses recommandations consignées dans l’avis qu’il élabore tous les semestres sur la* [***politique économique de la zone euro***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions?search=politique+%C3%A9conomique+de+la+zone+euro&field_related_sections_target_id_entityreference_filter=12916&status=All&opinion_type=All&rapporteur=&plenary_session=&opinion_number=&year%5Bvalue%5D%5Byear%5D=&related_event=All&related_observatory=All&body_references_file_name=All&body_references_number=)*. Le* ***réexamen du cadre de gouvernance économique*** *a constitué un thème essentiel et contribué à la création d’une future économie de l’Union plus résiliente et plus durable. Le CESE s’est placé en première ligne de ce débat au moyen de son avis d’initiative intitulé «*[***Repenser le cadre budgétaire de l’Union européenne pour une reprise durable et une transition juste***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/reshaping-eu-fiscal-framework-sustainable-recovery-and-just-transition-own-initiative-opinion-gr-ii)*», auquel il a donné suite par la voie d’un avis sur la communication de la Commission européenne sur les «*[***Orientations pour une réforme du cadre de gouvernance économique de l’UE***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/communication-relative-des-orientations-pour-une-reforme-du-cadre-de-gouvernance-economique-de-lue)»*.*

*L’*[*audition*](https://www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/beyond-gdp-measures-successful-recovery-and-sustainable-and-resilient-eu-economy) *organisée par le CESE et son avis d’initiative sur le thème «*[***Dépasser les mesures axées sur le PIB pour une reprise fructueuse et une économie européenne durable et résiliente***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/depasser-les-mesures-axees-sur-le-pib-pour-une-reprise-fructueuse-et-une-economie-europeenne-durable-et-resiliente-avis)*» ont examiné la transition de l’Union d’un modèle orienté uniquement sur la croissance vers un système reposant sur la durabilité et prenant en compte le niveau réel de bien-être et de développement de notre société.*

*Au cours de ce mandat, le CESE a également contribué à l’évaluation de la Commission du* [***Fonds européen pour les investissements stratégiques 2.0***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/information-reports/evaluation-european-fund-strategic-investment-20) (EFSI). *Les points de vue de la société civile organisée, que le CESE a transmis au niveau européen, ont mis en évidence l’effet positif de l’EFSI pour mobiliser un volume important d’investissements et ainsi contribuer à réduire le grave déficit d’investissement dans l’Union européenne. La société civile organisée a également fait observer qu’il importait de consentir davantage d’efforts pour promouvoir la participation des partenaires sociaux et des organisations de la société civile au lancement et à la mise en œuvre des programmes d’investissement de l’Union.*

# *Au cours d’une* [*audition*](https://www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/european-economic-and-financial-system-fostering-openness-strength-and-resilience-covid-19-context) *et dans un avis consacrés au thème «*[***Système économique et financier européen: favoriser l’ouverture, la solidité et la résilience***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/systeme-economique-et-financier-de-lue-favoriser-louverture-la-solidite-et-la-resilience)*», le Comité a fait observer que le renforcement du rôle international de l’euro représentait un élément essentiel pour améliorer la position de l’Europe sur la scène mondiale ainsi que sa résilience, et a également plaidé en faveur d’objectifs économiques ambitieux pour consolider la monnaie unique. En parallèle, le CESE a organisé une* [*audition*](https://www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/digital-euro-challenges-and-opportunities) *et a élaboré un avis d’initiative sur* [***un euro numérique***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/euro-numerique)*, lequel pourrait profiter à tous les acteurs de la zone euro en rendant les opérations de paiement plus rapides et plus efficaces, mais qui doit absolument s’appuyer sur l’inclusivité financière et numérique.*

# Le Semestre européen

*Les activités et résultats liés au Semestre européen sont présentés dans un rapport distinct élaboré par le groupe «Semestre européen», présidé lors de ce mandat par Javier Doz Orrit.*

# Les marchés financiers européens

*S’exprimant en faveur de la stabilité et du bon fonctionnement du secteur financier, le CESE a approuvé les propositions législatives de la Commission révisant les exigences prudentielles applicables aux banques («*[***Paquet bancaire 2021***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/banking-package-2021)*») et aux assureurs («*[***Réexamen de la directive Solvabilité II***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/solvency-ii-review)*»).*

*Le CESE a accueilli favorablement le plan d’action 2020 pour l’union des marchés des capitaux et a publié à ce sujet des avis sur le* [***point d’accès unique européen (PAUE)***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/european-single-access-point-esap) *et la* [***révision du règlement concernant les marchés d’instruments financiers (MiFIR)***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/revision-du-reglement-concernant-les-marches-dinstruments-financiers-mifir-systeme-consolide-de-publication)*, dans lesquels il demande la création d’un* ***système consolidé de publication*** *pour les actifs financiers. Ces initiatives viendront s’ajouter aux données émanant des entreprises de l’UE et des plateformes de négociation, respectivement. Le CESE a également approuvé la prolongation des* [***dispositions transitoires relatives aux produits d’investissement de détail et aux produits d’assurance (PRIIP)***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/priip-prolongation-des-dispositions-transitoires) *et la révision de la directive concernant l’*[***utilisation de documents d’informations clés par les sociétés de gestion d’OPCVM***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/utilisation-de-documents-dinformations-cles-par-les-societes-de-gestion-dopcvm)*.*

*La* [***révision du règlement relatif aux fonds européens d’investissement à long terme (ELTIF)***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/revision-du-reglement-relatif-aux-fonds-europeens-dinvestissement-long-terme-eltif) *aura pour effet d’augmenter la flexibilité et de permettre aux investisseurs institutionnels et de détail d’accéder plus largement aux marchés financiers. Afin d’intégrer davantage de petites entreprises au marché des capitaux, le CESE a également formulé des remarques constructives sur les propositions relatives à de nouvelles* [***règles de cotation pour les marchés publics***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/regles-de-cotation-pour-les-marches-publics-legislation-sur-la-cotation)*.*

*Le CESE s’est félicité du* [***réexamen du règlement relatif aux dépositaires centraux de titres***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/depositaires-centraux-de-valeurs-mobilieres-reexamen)*, qui vise à améliorer l’efficacité du système de compensation de l’Union européenne.*

*L’avis d’initiative sur le thème «*[***Recapitalisation des entreprises de l’Union: une solution innovante pour une reprise durable et inclusive***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/recapitalisation-des-entreprises-de-lunion-une-solution-innovante-pour-une-reprise-durable-et-inclusive)*» a proposé la création d’un instrument fortement subordonné à l’échelle de l’Union visant à renforcer la position financière de ses entreprises. Dans le cadre de l’élaboration de cet avis, une* [*audition publique*](https://www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/recapitaliser-les-entreprises-de-lue-un-moyen-innovant-de-parvenir-une-reprise-durable-et-inclusive) *a été organisée en octobre 2022.*

### *Le CESE a accueilli favorablement la* [***stratégie renouvelée en matière de finance durable***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/strategie-renouvelee-en-matiere-de-finance-durable) *ainsi que l’initiative en faveur d’une* [***norme de l’Union européenne en matière d’obligations vertes***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/norme-de-lue-en-matiere-dobligations-vertes)*, qui aideront à rediriger les flux d’investissement. Le CESE a formulé une critique constructive de l’*[***acte délégué sur les critères liés au changement climatique dans la taxinomie de la finance durable***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/taxinomie-de-la-finance-durable-changement-climatique)*. Dans un avis d’initiative, le Comité a plaidé en faveur d’une* [***taxinomie sociale***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/social-taxonomy-challenges-and-opportunities) *viable d’un point de vue opérationnel et rigoureuse sur le plan conceptuel et a souligné que la taxinomie de l’Union pour les investissements durables devrait s’inscrire dans le cadre d’une approche holistique fondée sur une durabilité environnementale, mais aussi sociale.*

*En ce qui concerne la* [***stratégie en matière de finance numérique***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/strategie-de-lue-en-matiere-de-financement-numerique)*, le CESE a notamment demandé que le principe «même activité, mêmes risques, mêmes règles» soit appliqué aux innovations financières. Le CESE a également analysé en détail les* [***enjeux et possibilités liés aux crypto-actifs***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/les-crypto-actifs-enjeux-et-possibilites) *et a formulé des observations sur la proposition législative concernant les* [***crypto-actifs et la technologie des registres distribués***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/crypto-actifs-et-technologie-des-registres-distribues).

*Dans son avis sur le* [***train de mesures législatives relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/train-de-mesures-legislatives-relatives-la-lutte-contre-le-blanchiment-de-capitaux)*, le CESE a réitéré son appel en faveur d’un pacte social et politique européen pour lutter contre les comportements qui portent atteinte aux principes éthiques et politiques de nos démocraties et nuisent aux biens publics.*

# Le budget de l’Union européenne et le plan de relance

### *Le CESE a publié son avis sur la* [***stratégie de financement NextGenerationEU***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/strategie-de-financement-nextgenerationue)*, dans lequel il souligne combien il est important que la Commission gère directement la stratégie de financement et s’abstienne de l’externaliser. Il a fait observer qu’un financement sain et durable et une gestion rigoureuse des risques étaient dans l’intérêt de tous, et que la gestion des emprunts et de la dette devait reposer sur le contrôle démocratique, la légitimité et la transparence. Dans son avis sur la* [***proposition de décision relative aux ressources propres***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/proposition-de-decision-relative-aux-ressources-propres)*, le CESE a relevé qu’un consensus était indispensable pour qu’il soit possible d’ajouter de nouvelles ressources propres à celles dont l’Union européenne dispose déjà, afin de rembourser la dette résultant des emprunts contractés pour les besoins de l’initiative NextGenerationEU, sans mettre en péril les budgets de ses autres programmes et instruments, ni augmenter fortement la contribution des États membres au titre de la ressource propre fondée sur le revenu national brut (RNB).*

# La politique de cohésion

# *La politique de cohésion a joué un rôle important pour lutter contre les conséquences économiques de la crise de la COVID-19 et contre la crise économique et sociale déclenchée par la guerre en Ukraine. Le CESE a adopté sans attendre des avis d’une grande importance sur la proposition législative concernant l’*[***augmentation du préfinancement provenant des ressources REACT-EU***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/augmentation-du-prefinancement-provenant-des-ressources-react-eu)*, qui vise à créer, dans un premier temps, le programme d’action de cohésion pour les réfugiés en Europe (CARE), puis sur la proposition relative à l’*[***assistance flexible aux territoires (FAST-CARE)***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/fast-care)*. Le CESE a également adopté un avis sur le* [***huitième rapport sur la cohésion***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/8e-rapport-sur-la-cohesion)*, dans lequel il a constaté que des disparités excessives persistaient entre les régions et que la convergence n’atteignait pas encore le niveau attendu. Les partenaires de la société civile, s’appuyant sur le principe de partenariat et la gouvernance à plusieurs niveaux, jouent un rôle important dans la réalisation des objectifs de cohésion territoriale, économique et sociale.*

# *En outre, le CESE a contribué au débat sur les* [***complémentarités et chevauchements entre la politique de cohésion et la facilité pour la reprise et la résilience (FRR)***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/le-role-de-la-politique-de-cohesion-dans-la-lutte-contre-les-inegalites-durant-la-nouvelle-periode-de-programmation)*, et a été l’une des premières institutions à mettre en évidence les difficultés qui se posaient pour garantir la cohérence et les synergies entre les fonds relevant de la politique de cohésion et la FRR.*

# *Le CESE a adopté un avis sur les* [***atouts des régions ultrapériphériques pour l’Union européenne***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/les-atouts-des-regions-ultraperipheriques-pour-lunion-europeenne) *à la demande de la présidence française du Conseil de l’Union européenne, dans le cadre duquel toutes les organisations de la société civile des trois États membres possédant ce type de régions (à savoir la France, le Portugal et l’Espagne) ont exprimé leurs points de vue lors d’une* [*audition*](https://www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/hearing-benefits-outermost-regions-european-union/programme) *publique. Les résultats de cette audition et de cet avis ont constitué une précieuse contribution à la communication de la Commission européenne sur la nouvelle stratégie en faveur des régions ultrapériphériques.*

# *S’agissant de la cohésion territoriale et du programme urbain, le CESE a reçu une saisine de la présidence tchèque du Conseil l’invitant à contribuer au débat sur les nouveaux* [***partenariats thématiques dans le cadre de l’accord de Ljubljana***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/partenariats-thematiques-dans-le-cadre-de-laccord-de-ljubljana)*, qui promeuvent des approches à plusieurs niveaux et multipartites en matière de développement urbain durable.*

# La fiscalité

*La fiscalité dans l’économie numérique fait l’objet de débats au niveau international. Dans ses avis sur le* [***rôle de l’impôt sur les sociétés dans la gouvernance d’entreprise***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/le-role-de-limpot-sur-les-societes-dans-la-gouvernance-dentreprise)*, une* [***fiscalité des entreprises pour le XXIe siècle***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/fiscalite-des-entreprises-pour-le-xxie-siecle) *et une* [***imposition effective minimale des sociétés***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/imposition-effective-minimale-des-societes), *le Comité a plaidé en faveur d’une mise en œuvre uniforme, concertée et coordonnée à l’échelle mondiale des piliers 1 et 2 du cadre de l’OCDE. Le Comité a organisé une* [*consultation publique*](https://www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/role-corporate-taxes-corporate-governance-addressing-debt-equity-bias) *sur la fiscalité des entreprises, laquelle a rencontré un franc succès et a compté parmi ses participants de nombreux représentants de haut niveau des secteurs public et privé.*

*Le CESE a rendu un avis relatif à un* [***train de mesures pour une fiscalité juste et simple***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/train-de-mesures-pour-une-fiscalite-juste-et-simple)*, dans lequel il a souligné que les audits conjoints devraient être conduits dans le respect des droits des contribuables, y compris ceux énoncés dans la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne.*

*En ce qui concerne la* [***lutte contre le recours aux entités écrans***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/lutter-contre-le-recours-aux-entites-ecrans), *le CESE a fait valoir qu’une fois les procédures d’enquête concernant des entreprises écrans lancées et menées à leur terme, leurs conclusions devraient être divulguées au grand public.*

*Dans le contexte du paquet «Ajustement à l’objectif 55», le CESE a aussi adopté un avis sur la*  [***révision de la directive sur la taxation de l’énergie (DTE)***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/revision-de-la-directive-sur-la-taxation-de-lenergie-dte)*, dans lequel il se félicite de la nouvelle proposition qui vise à structurer la fiscalité de manière à favoriser les énergies non fossiles durables.*

*Compte tenu de la crise déclenchée par la pandémie de COVID-19 et des profondes perturbations de l’environnement des entreprises causées par les mesures exceptionnelles imposées par les États membres, le CESE a publié un avis d’initiative sur l’*[***imposition des télétravailleurs transfrontaliers et de leurs employeurs***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/imposition-des-teletravailleurs-transfrontaliers-et-de-leurs-employeurs)*, qui a rencontré un vif succès et dans le cadre duquel le Comité a également tenu une* [*audition publique de haut niveau*](https://www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/fiscalite-des-teletravailleurs-les-enjeux-post-covid-19)*.*

*Enfin, au cours de ce mandat, la section ECO a poursuivi sa coopération avec le comité d’experts des Nations unies sur la coopération internationale en matière fiscale et a été invitée à contribuer à ses nouveaux travaux dans le domaine de la fiscalité des travailleurs nomades.*

# L’écho interinstitutionnel

# *Plusieurs débats en session plénière avec des orateurs de haut niveau ont illustré la force de la coopération interinstitutionnelle.* ***Valdis Dombrovskis****, vice-président exécutif de la Commission européenne, a débattu avec les membres du CESE lors des sessions plénières de mars 2021 et de mai 2022. En février 2021, le commissaire* ***Johannes Hahn*** *a participé au débat avec les membres du CESE lié à l’adoption d’une résolution sur le thème «*[***Participation de la société civile organisée aux plans nationaux pour la reprise et la résilience — Ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas***](https://www.eesc.europa.eu/fr/documents/resolution/participation-de-la-societe-civile-organisee-aux-plans-nationaux-pour-la-reprise-et-la-resilience-ce-qui-fonctionne-et)*»*.*En septembre 2021, la commissaire* ***Elisa Ferreira*** *a débattu avec les membres du CESE de l’avenir de la politique de cohésion. Lors de la session plénière de décembre 2021, le CESE a organisé un débat avec la commissaire* ***Mairead McGuinness*** *sur la lutte contre le blanchiment d’argent et la nécessité de mettre en place une stratégie plus ambitieuse en matière de finance durable.*

*En février 2022, le CESE a organisé une* [*conférence conjointe*](https://www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/la-voie-suivre-pour-la-gouvernance-economique-de-lue) ***avec la direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne*** *sur la voie à suivre pour la gouvernance économique de l’Union.*

*En avril 2022, le CESE a organisé une* [*audition conjointe*](https://www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/pour-une-politique-de-cohesion-inclusive-durable-renforcee-et-efficiente-en-europe-lavis-de-la-societe-civile-europeenne) ***avec le Conseil économique, social et environnemental français*** *sur le huitième rapport de cohésion. Cette audition a été catégorisée comme une manifestation officielle de la présidence française du Conseil de l’Union européenne.*

*En juillet 2022, le CESE a organisé un débat sur les partenariats thématiques dans le cadre de l’accord de Ljubljana avec le* ***ministère tchèque du développement régional*** *dans le cadre d’un avis exploratoire demandé par la présidence tchèque du Conseil.*

### *Lors de la session plénière du CESE de septembre 2022, Radim Sršeň,* ***vice-ministre tchèque du développement régional****, a participé à un débat sur le rôle de la société civile organisée et des villes en matière de résilience et de reprise dans le contexte de chocs asymétriques et de crises imprévues.*

# Les réalisations en matière de communication

*Les travaux de la section ECO ne se limitent pas à l’adoption de ses avis en session plénière du CESE. Le* [***site internet de la section ECO***](https://www.eesc.europa.eu/fr/sections-other-bodies/sections-commission/economic-and-monetary-union-and-economic-and-social-cohesion-eco/section-meetings) *est resté le principal pilier des activités de communication qu’elle a menées, dans la mesure où il permet à la section de garantir que les messages clés des avis soient facilement accessibles et lisibles, et qu’ils synthétisent de manière efficace les principales recommandations du Comité. Les deux avis les plus fréquemment consultés sur le site du CESE en 2022 ont tous deux été élaborés par la section ECO. Il s’agissait de l’avis sur l’*[***imposition des télétravailleurs transfrontaliers et de leurs employeurs***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/imposition-des-teletravailleurs-transfrontaliers-et-de-leurs-employeurs) *et de l’avis sur le* [***point d’accès unique européen (PAUE)***](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/european-single-access-point-esap)*.*

*Un travail considérable a été accompli pour faire connaître les recommandations figurant dans les avis adoptés au cours de ce mandat au moyen d’****envois*** *massifs ciblés aux partenaires institutionnels, aux parties prenantes concernées et au grand public, mais aussi de* ***communiqués de presse*** *et d’****articles web****, ainsi que sur les médias sociaux, principalement Twitter.*

*Au cours de ce mandat, la section ECO a entretenu des contacts actifs avec ses abonnés par l’intermédiaire d’échanges animés sur le* [***compte Twitter de la section ECO***](https://twitter.com/eesc_eco)*. Ces efforts ont entraîné une augmentation de plus de 39 % du nombre d’abonnés.*

# Les perspectives et l’avenir

# *L’environnement économique actuel pose des difficultés pour la mise en œuvre de politiques économiques qui visent à la fois à réduire l’inflation et à garantir la croissance économique, l’emploi et la viabilité des finances publiques à moyen et long termes. La section ECO se tient prête à contribuer à l’élaboration de politiques qui ont pour objectif une* ***relance durable et inclusive*** *et la création d’une* ***économie résiliente de l’Union européenne****, tout en* ***veillant à mener à bien la double transition écologique et numérique****. Dans ce contexte, il y a lieu d’inclure plus efficacement la prospective stratégique dans le processus d’élaboration des politiques de l’Union, de manière à ce qu’elle soit mieux préparée aux chocs futurs.*

# *S’agissant de l’autonomie stratégique de l’Union, une nouvelle réorientation des flux d’investissement sera nécessaire. La section ECO contribuera aussi* *à l’****appel en faveur d’un pacte bleu pour l’Europe****, mettant en exergue l’importance de l’eau dans tous les domaines stratégiques, de même que la nécessité de proposer des stratégies, des méthodes de conception des politiques et des actions coordonnées qui soient à même d’anticiper les défis et de préserver et gérer correctement cette précieuse ressource.*

# *L’Union européenne a besoin de mobiliser des ressources financières considérables pour concrétiser les transitions écologique et numérique et remédier à la crise énergétique. Elle doit aussi prendre d’autres mesures pour* ***achever l’union des marchés des capitaux et l’union bancaire****, afin de faciliter l’accès aux marchés financiers pour les entreprises et les particuliers et d’orienter les ressources vers des investissements à long terme. La section ECO travaille actuellement sur différentes initiatives dans ce domaine et s’attend à de nouvelles propositions d’action au cours de l’année qui vient.*

# *L’****examen à mi-parcours du cadre financier pluriannuel*** *et les propositions relatives à de* ***nouvelles ressources propres*** *imprimeront un nouvel élan aux efforts en vue d’aligner le financement du budget de l’UE sur ses priorités politiques.*

*Le* ***cadre international de la fiscalité des entreprises*** *a été récemment remanié par un accord relatif au paquet fiscal du cadre inclusif de l’OCDE et du G20 reposant sur deux piliers. Le CESE continuera d’œuvrer à la mise en place d’un système d’imposition des entreprises qui soit équitable et juste. Dans le même temps, la section ECO continue de chercher des solutions en ce qui concerne la* ***fiscalité des travailleurs nomades*** *dans l’Union européenne et au-delà.*

*Il nous incombe de trouver un équilibre délicat dans un environnement très instable. D’une part, les défis que posent les événements imprévus pourraient gagner en fréquence et en gravité; aussi la politique de cohésion doit-elle pouvoir réagir avec souplesse. D’autre part, les fonds de cohésion sont destinés à des investissements à long terme dans des régions moins développées et moins riches, et l’on ne peut se permettre de sacrifier la convergence territoriale sur l’autel de telles crises. La section ECO s’emploiera à faire en sorte que le* ***principe premier de la politique de cohésion, à savoir la volonté de «ne laisser personne de côté»****, continue d’être valable et respecté.*

# Annexe — Statistiques clés

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **À partir du**  **29 octobre 2020** | **2021** | **2022** | **Jusqu’au**  **25 avril 2023** | **Total** |
| **Réunions de la section** | 2 | 9 | 9 | 3 | **23** |
| **Réunions du bureau de la section** | 2 | 10 | 10 | 3 | **25** |
| **Réunions de groupes d’étude** | 7 | 42 | 46 | 22 | **117** |
| **Réunions du groupe d’étude permanent** | 0 | 2 | 2 | 0 | **4** |
| **Réunions du groupe «Semestre européen»** | 1 | 4 | 5 | 2 | **12** |
| **Avis** | **5** | **28** | **33** | **6** | **72** |
| Saisines | 4 | 21 | 20 | 6 | 51 |
| Avis exploratoires | 0 | 0 | 3 | 0 | 3 |
| Avis d’initiative | 0 | 4 | 9 | 0 | 13 |
| Suppléments d’avis | 1 | 2 | 0 | 0 | 3 |
| Rapports d’évaluation | 0 | 1 | 1 | 0 | 2 |
| **Missions d’informations** | 0 | 24 | 10 | 7 | **31** |
| **Conférences et auditions organisées par la section** | 1 | 17 | 20 | 3 | **41** |
| **Participation des membres à des réunions/manifestations/conférences** | 8 | 48 | 93 | 11 | **160** |
| **Réunions entre les rapporteurs du CESE ou du Parlement ou les présidents de la section ou de la commission du Parlement** | 0 | 7 | 6 | 2 | **15** |
| **Réunions des membres du CESE avec des commissaires, des membres de cabinet, des directeurs généraux ou des directeurs de la Commission** | 0 | 0 | 0 | 2 | **2** |
| **Réunions des membres du CESE avec des représentants du Conseil, des représentants permanents ou des représentants de la présidence de l’UE** | 4 | 6 | 2 | 3 | **15** |